

N° 00135

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DRIRE Bourgogne

1.
2. DEISS
3. SUB89
4. CHRONO


| | | | |
|---|--|--|--|
| Groupe de Subdivisions : Yonne - Nièvre | | Subdivision : S3 | |
| Nom de l'inspecteur : Guillaume VANDEVOORDE Date de la lettre d'annonce de l'inspection : / Date de l'inspection : 07/03/2008 Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input checked="" type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input checked="" type="checkbox"/> circonstancielle Motif de la planification : Examen du respect d'un arrêté de mise en demeure | | | |
| Société : SNBA Commune : CHAMPCEVRAIS Activité : Blanchisserie industrielle. | | A | |
| Liste des installations inspectées : Bâtiment de production et zone extérieure du bâtiment. Thèmes : Eau, Risques accidentels. Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 07 juin 2007 mettant en demeure M. le directeur de la Société Blanchisserie André de respecter les dispositions applicables aux installations qu'il exploite sur le territoire de la commune de CHAMPCEVRAIS. | | | |
| Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : - M.PERREIRA Antonio, directeur du site de SNBA. | | | |
| Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Voir annexe I. Il s'agit surtout du non respect des dispositions concernant l'abattement de la charge polluante et le niveau de cette charge polluante en sortie de l'établissement. | | | |
| Suites envisagées : Propositions à Monsieur le Préfet de l'Yonne | | | |
| Liste des documents établis suite à la visite : Lettre à l'exploitant, | | | |
| Date et signature du ou des inspecteurs : Auxerre, le 20 MARS 2008 | | L'Inspecteur des Installations Classées,  Guillaume VANDEVOORDE | |

Tableau de constats d'écart aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 07 juin 2007 mettant en demeure M. le directeur de la Société Blanchisserie André de respecter les dispositions applicables aux installations qu'il exploite sur le territoire de la commune de CHAMPCEVRAIS

| Article | Points vérifiés | Nature du constat ¹ | Observations |
|---------|---|--------------------------------|---|
| 1 | <p><u>Mise en demeure</u></p> <p>En application de l'article L514.1 du Code de l'Environnement, Monsieur le Directeur de l'établissement Société Nouvelle Blanchisserie André à Champcevrains, dont le siège social est situé Z.A. Sainte Lucie 89220 CHAMPCEVRAIS est mis en demeure, de satisfaire sous 3 mois aux conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, • de l'article 5.5 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2002, • des articles 11.4, 13.2, 13.4, 14.2, 14.3, 15.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° DCLD B1 1996-236 du 02 juillet 1996. | NC | <p>Les conditions des articles 13.4, 14.3 et 15.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° DCLD B1 1996-236 du 02 juillet 1996 ne sont pas satisfaites et le délai de 3 mois est échu.</p> |

¹ NC : Non Conformité

Tableau de constats d'écart et de constats pertinents au regard de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-236 du 02 juillet 1996 autorisant M. le Directeur de la Sté BLANCHISSERIE ANDRÉ à exploiter une blanchisserie industrielle sur le territoire de la commune de CHAMPCEVRAIS.

| Point | Points vérifiés | Nature du constat ² | Observations |
|-------|---|--------------------------------|--|
| 13.2 | <p><u>Eaux pluviales et autres eaux propres :</u></p> <p>Le réseau EP doit comporter un bassin permettant de réguler le flux d'eaux de ruissellement d'orage en provenance des installations rejetées au milieu naturel. Les caractéristiques de ce bassin sont établies sur la base d'une intensité d'averse d'orage d'une durée d'une demi-heure dépassée en moyenne une fois tous les dix ans sur le site. La canalisation de rejet doit permettre de réguler le rejet afin qu'il ne perturbe pas le milieu récepteur.</p> | R | <p>Un bassin a été réalisé. Il s'agit d'un bassin non étanche. Celui-ci a été relié au réseau d'eaux pluviales. Le montant des travaux s'élève à environ 13 k€.</p> <p>En marche normale, les eaux pluviales sont acheminées vers le réseau communal d'eaux pluviales.</p> <p>Lors d'un épisode orageux, une intervention manuelle doit être réalisée afin d'acheminer les eaux pluviales provenant du site vers le bassin d'orage.</p> <p>Aucune procédure d'intervention à ce sujet n'a été établie.</p> <p>Les effluents recueillis par ce bassin sont déversés dans le fossé situé en aval du site. Aucune information sur le débit de rejet dans le fossé n'a été fournie par l'exploitant.</p> |

²R : Remarque NC : Non Conformité

| Point | Points vérifiés | Nature du constat ² | Observations |
|-------|--|--------------------------------|---|
| | <u>Eaux résiduaires autres :</u> | | |
| | Les eaux usées de procédé sont collectées dans un réseau spécifique et sont traitées en interne dans les conditions suivantes : | | Une campagne de mesure a été réalisée le 5 novembre 2007 afin de déterminer les rendements d'abattement de pollution : une mesure avant traitement et une mesure après traitement ont été réalisées. |
| 13.4 | <ul style="list-style-type: none"> - neutralisation par acidification, - dégrillage et tamisage, - traitement du phosphore, - décantation primaire dans un bassin étanche de 150 m³ Ce prétraitement permet d'abattre la pollution de : <ul style="list-style-type: none"> - 40 % pour les MeS, - 30 % pour la DBO₅, - 30 % pour la DCO, - 80 % pour le Phosphore. | NC | <u>Abattement de pollution</u> MeS : 88 % DBO ₅ : 5 % DCO : 4,8 % P : 4 fois plus après traitement qu'après traitement Les abattements de pollution en DBO et en DCO sont très inférieurs à ceux prévus au présent article. |
| | <u>Consommation d'eau :</u> | | Depuis avril 2007, aucun dépassement de consommation journalière n'est à signaler. |
| 14.2 | La consommation d'eau à usage industriel est limitée à 83 m ³ /jour. | | Les consommations spécifiques calculées sont les suivantes : |
| | La consommation spécifique d'eau est limitée à 15l/kg de linge lavé | | Novembre 2007 : 14,79 L/kg de linge lavé Décembre 2007 : 13,97 L/kg de linge lavé Janvier 2008 : 14,08 L/kg de linge lavé Février 2008 : 12,35 L/kg de linge lavé Les compteurs d'eau ont été relevés lors de l'inspection. Les valeurs relevées sont en adéquation avec les valeurs fournies mensuellement par l'exploitant. |

| Point | Points vérifiés | Nature du constat ² | Observations |
|-------|---|--------------------------------|---|
| 14.3 | <u>Rejets d'eau :</u> Respect des valeurs limites en rejet R1 pH entre 5,5 et 8,5 T < 30 °C Débit instantané : 4,9 m ³ /h Débit maxi journalier : 65 m ³ /j Moyenne mensuelle du débit journalier : 59 m ³ /j Concentration maximale instantanée (mg/l) MeS : 275 DCO : 750 DBO : 250 NKJ : 23,6 N (NO ₂) : 0,125 N (NO ₃) : 16,5 P (PO ₄) : 41,2 Concentration moyenne journalière (mg/l) MeS : 220 DCO : 600 DBO : 200 NKJ : 18,9 N (NO ₂) : 0,1 N (NO ₃) : 13,2 P (PO ₄) : 33 <u>Flux maximal instantané (kg/l)</u> MeS : 16,2 DCO : 44,2 DBO : 14,7 N Global : 2,3 P (PO ₄) : 2,4 <u>Flux maximal journalier (kg/l)</u> MeS : 13,1 DCO : 35,6 DBO : 11,9 N Global : 1,9 P (PO ₄) : 2 | NC | Les analyses mensuelles font toujours apparaître des dépassements pour la DBO et la DCO : <ul style="list-style-type: none"> Février 2008 : DCO : 820 mg/l pour 750 mg/L autorisés DBO : 420 mg/l pour 250 mg/l autorisés Janvier 2008 : DCO : 872 mg/l pour 750 mg/L autorisés DBO : 350 mg/l pour 250 mg/l autorisés Décembre 2007 : DCO : 797 mg/l pour 750 mg/L autorisés DBO : 410 mg/l pour 250 mg/l autorisés |

| Point | Points vérifiés | Nature du constat ² | Observations |
|-------|--|--------------------------------|---|
| 15.1 | <u>Rejets d'eau :</u> Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont adressées au moins mensuellement à l'Inspection des Installations Classées. | NC | La (ou les) cause(s) des dépassements en DBO et en DCO n'est (ne sont) pas explicitée(s). |